

## BRÉSIL

### La population indigène une nouvelle fois abandonnée à son sort par le gouvernement et le pouvoir judiciaire

Index AI : AMR 19/001/2006

ÉFAI

Vendredi 6 janvier 2006

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Au Brésil, les populations indigènes continuent d'être victimes de la violence et vivent une situation économique extrêmement difficile, ni le gouvernement ni le pouvoir judiciaire ne leur assurant la protection de leur droit constitutionnel à la terre, a déclaré Amnesty International ce vendredi 6 janvier 2006.

Le 16 décembre 2005, des Guarani-Kaiowá vivant dans l'État du Mato Grosso do Sul ont été brutalement expulsés de leurs terres ancestrales lors d'une opération à grande échelle menée par la police fédérale avec le soutien officieux de propriétaires terriens locaux. Un certain nombre d'actions légales avaient précédé les expulsions, une décision de la Cour suprême fédérale (STF) avait notamment suspendu le droit constitutionnel des Guarani-Kaiowá à leurs terres.

Les Guarani-Kaiowá sont désormais réduits à camper dans des abris de fortune sur le bord de la route nationale MS-384, ils manquent de nourriture et leurs conditions sanitaires sont précaires.

« La décision a eu des conséquences catastrophiques sur la communauté indigène Guarani-Kaiowá, a déclaré Patrick Wilcken, adjoint de recherche et d'action d'Amnesty International pour le Brésil.

« Une femme enceinte de sept mois a perdu son bébé après une chute lors des expulsions et un bébé d'un an souffrant de diarrhées est mort de déshydratation. »

Le 24 décembre 2005, neuf jours après les expulsions, Dorvalino Rocha, trente-neuf ans, a été abattu d'une balle dans la poitrine à l'entrée de Fronteira Farm dans la municipalité d'Antônio João dans l'État du Mato Grosso do Sul. Selon les informations dont nous disposons, il aurait été tué par un garde d'une société de sécurité privée à la solde de propriétaires terriens.

Amnesty International et les ONG locales n'ont cessé d'alerter contre le danger de nouvelles violences et la dégradation de la situation économique des Guarani-Kaiowá en cas d'expulsion.

Dorvalino Rocha est le trente-huitième militant indigène tué en 2005 – la pire de ces dix

dernières années, selon le Conseil missionnaire indigène, une ONG brésilienne. Vingt-huit homicides se sont produits dans le seul État du Mato Grosso do Sul.

« Le sort des Guarani-Kaiowá est caractéristique de ce qui se produit lorsque le processus de ratification des terres est bloqué ou annulé par décision de justice. Les populations indigènes sont forcées de s'installer à la lisière de leurs terres ancestrales, dans la crainte constante de représailles de la part de tueurs professionnels à la solde des propriétaires terriens ou employés par des sociétés de sécurité dans des conditions d'encadrement minimales », selon Patrick Wilcken.

« Nous passons toute la nuit à avoir peur. Chaque voiture qui passe nous fait perdre le sommeil », expliquait Eugênio Morales, l'un des responsables du campement.

« Même si le gouvernement fédéral a pris tardivement quelques mesures visant à résoudre certains des problèmes créés par les expulsions en fournissant de l'aide d'urgence, les autorités n'ont rien fait pour empêcher qu'on en arrive à cette situation », selon Patrick Wilcken.

Amnesty International a appelé les autorités brésiliennes à définir une politique claire et des stratégies spécifiques visant à apporter des réponses à la question persistante des droits fondamentaux des populations indigènes au Brésil. Amnesty International appelle également le gouvernement fédéral à enquêter de manière approfondie sur les entreprises privées de sécurité et sur leur rôle dans les violations des droits humains qui se sont produites. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**